



Jean-Michel BOULMÉ, candidat, est Maire-adjoint de Serrières-sur-Ain et, avant que celle-ci ne soit détruite au mépris de toute démocratie le 1<sup>er</sup> janvier 2014, il était vice-président de la Communauté de Communes des Monts Berthiard dont s'étaient librement dotées les 10 communes de l'ex canton d'Izernore, lui aussi assassiné depuis.

Michèle VINCENT, suppléante, est militante féministe et pacifiste. Elle défend tous les droits humains comme le droit de mourir dans la dignité. Laïque, elle milite pour reconquérir la séparation des religions et de l'état. Par ailleurs, en tant que médecin, elle est, comme des centaines de ses confrères, signataire de l'appel « POUR LE RETOUR À LA SÉCURITÉ SOCIALE DE 1945 »

**PARTI OUVRIER**  
INDÉPENDANT  
DÉMOCRATIQUE

34, rue Villiers-de-L'Isle-Adam - 75020 Paris  
poidemocratique@orange.fr

CONSULTEZ NOTRE SITE INTERNET :

<https://poid01.com>

**ATTENTION. PAR SOUCIS D'ÉCONOMIE NOS BULLETINS NE SERONT DISPONIBLES QUE DANS LES BUREAUX DE VOTE**

LE PREMIER MANDAT QUE JE SOLLICITE DES ÉLECTEURS LORS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 11 ET 18 JUIN 2017 SERA DE COMBATTRE POUR LA RESTITUTION DE LEUR LIBRE ADMINISTRATION AUX 117 COMMUNES QUE COMPTAIT NOTRE CIRCONSCRIPTION. LE SECOND MANDAT SERA CELUI DE DÉFENDRE NOTRE SÉCURITÉ SOCIALE HÉRITÉE DE 1945 AINSI QUE NOS HÔPITAUX, POUR ÉVITER UN DÉSASTRE SANITAIRE ANNONCÉ ...

### LA RÉVOLUTION DE 1789 A DONNÉ LE POUVOIR AU PEUPLE EN CRÉANT 40 000 COMMUNES, LA 5<sup>ème</sup> RÉPUBLIQUE A ENTREPRIS DE L'EN PRIVER !

Depuis 1971 nos communes ont dû combattre pour survivre, d'abord contre la loi Marcelin visant à ramener nos communes de 36 000 à 10 000. Ce sont ensuite les communautés de communes, créées en 1992 contre nos syndicats intercommunaux, qui se révélèrent être un jalon vers une « supra-communalité » liquidant les intercommunalités construites par les élus sur mandat de leur population : au fil des ans, les préfets acquièrent en effet le pouvoir d'intégrer de force des communes non consentantes dans les communautés de communes, sans même consulter les élus. Ce furent pour finir les Schémas Départementaux de Coopération Intercommunale qui démantelèrent et annexèrent les Communautés de Communes qui avaient été librement constituées auparavant.

Dans l'Ain, les agglomérations établies ou en formation absorbent les communes tandis qu'autour de nous les métropoles dévorent déjà entièrement ou partiellement des départements.

Les compétences des communes sont en cours de confiscation dont les plus vitales pour nos populations que sont les plans locaux d'urbanisme, la distribution de l'eau, ou l'assainissement.

Le dispositif des « communes nouvelles », ne nous y trompons pas, n'a pas été créé pour permettre seulement de fusionner, des communes proches comme Lalleyriat et Le Poisat : en réalité, ce dispositif ne vise rien moins qu'à faire disparaître demain toutes nos communes de moins de 5000 habitants.

**Le coup de grâce pour achever nos communes, sera la disparition de la taxe d'habitation voulue par Emmanuel Macron, après la diminution par Hollande de 30% des dotations de l'Etat.**

**ET, EN ATTENDANT D'ÊTRE LIQUIDÉES, NOS COMMUNES SONT SAIGNÉES POUR GAVER LES BANQUES !**

Aux coups destructeurs de la cinquième République sont venus s'ajouter, depuis le traité de Maastricht, ceux de l'Union Européenne, dictant sa loi dans l'unique but d'augmenter les profits des banquiers.

C'est ainsi que la Banque Centrale Européenne prête désormais aux banques à des taux négatifs. Ceci signifie que, même si les banques prêtaient sans intérêt à nos communes, elles gagneraient quand même de l'argent, ce qui ne les empêche pas de leur refuser la renégociation d'emprunts aux taux d'intérêts exorbitants ...

**LA DÉFENSE DES COMMUNES ET DES DÉPARTEMENTS SE CONFOND AVEC LA RECONQUÊTE DE LA DÉMOCRATIE ET LA SAUVEGARDE DE L'HÉRITAGE RÉPUBLICAIN DE NOTRE PAYS. CE COMBAT EST INTIMEMENT LIÉ AU COMBAT POUR UNE ASSSEMBLÉE CONSTITUANTE QUI EN FINIRA AVEC L'ARBITRAIRE DE LA 5<sup>ème</sup> RÉPUBLIQUE ET AVEC LA DICTATURE DE L'UNION EUROPÉENNE.**

### DÉFENDRE LA SÉCURITÉ SOCIALE DE 1945 ET DÉFENDRE NOS HÔPITAUX POUR ÉVITER UN DÉSASTRE SANITAIRE !

La stratégie est bien connue : on commence par fermer divers services (urgences, maternité etc.). Ensuite, comme dans le cas de celui d'Oyonnax avec celui de Bourg-en-Bresse, ce sont les directions de plusieurs hôpitaux qui fusionnent, avec pour résultat la concentration vers un pôle unique, et, pour chacun d'entre nous, tous les problèmes qui en découlent : attente interminable aux urgences, manque de lits dans les services, désespoir du personnel et, surtout, mise en danger de la population.

« Cela, pense-t-on parfois, c'est pour le département d'à côté ». Par exemple pour le Jura, où l'on a commencé par fermer la maternité de Champagnole, puis la chirurgie, puis les urgences de Salins-les-Bains. Aujourd'hui c'est l'hôpital de Saint-Claude qui doit être absorbé par celui de Lons-le-Saunier. Mais dans l'Ain, la maternité de Nantua, au prix d'une réduction de moitié de la capacité totale, a déjà été absorbée par celle d'Oyonnax dont l'hôpital risque de fusionner prochainement avec celui de Bourg-en-Bresse. On peut se poser la question, comme dans le Jura, avec son unique hôpital situé à Lons-le-Saunier, ira-t-on à terme dans l'Ain vers un seul hôpital situé à Bourg-en-Bresse pour tout le département ?

Derrière la disparition des hôpitaux publics, c'est la destruction de la Sécurité Sociale. Comme les gouvernements précédents, ceux de François Hollande y ont pris leur part. C'est ainsi que la loi de financement de la Sécurité Sociale de Marisol Touraine a imposé 4 milliards de coupes supplémentaires

à l'Assurance Maladie et 1,5 milliard au fonctionnement des organismes de Sécurité Sociale.

Pour autant, ce n'est jamais suffisant aux yeux de l'Union Européenne, et Pierre Moscovici, commissaire européen, l'a d'ores et déjà indiqué : « Il faut continuer les réformes menées ces dernières années et faire davantage. Ce sera la responsabilité du prochain gouvernement »... et, après la suppression de 16 000 emplois dans la branche maladie, on nous promet d'en supprimer 10 000 de plus !

Le programme d'Emmanuel Macron, comporte la disparition des cotisations salariales « pour rapprocher le salaire brut du salaire net », le déremboursement des « soins inutiles », la mise en place de la « télé-médecine »...

### IL FAUT METTRE UN COUP D'ARRÊT !

**Le gouvernement que nous voulons abrogera la loi Touraine. Il en finira avec les suppressions d'emplois dans la santé et à la Sécu.**

**il mettra fin aux exonérations de cotisations sociales (445 milliards d'euros volés aux salariés depuis vingt ans).**

**IL RÉTABLIRA UNE SÉCURITÉ SOCIALE CONFORME AUX PRINCIPES DE 1945, FINANCÉE PAR LA PARTIE DIFFÉRÉE DE NOTRE SALAIRE, EN MESURE DE FONCTIONNER DIGNEMENT ET DE RÉPONDRE EFFECTIVEMENT AUX BESOINS DE LA POPULATION EN MATIÈRE DE SANTÉ !**

# **AFIN DE SAUVER LES HÔPITAUX, LES SERVICES PUBLICS, LE MONDE RURAL, LES DROITS DES TRAVAILLEURS ET LA DÉMOCRATIE : SORTIR DE LA 5<sup>ème</sup> RÉPUBLIQUE !**

Hôpitaux, maternités et services publics fermés ; jeunesse condamnée à la précarité ; chômeurs par millions ; droits des femmes niés ; disparition du monde paysan ; manque de logements sociaux ; système éducatif en **décomposition**... Nous vivons une situation chaotique que, grâce aux combats de nos aînés, nous avons crue abolie à jamais.

## **DROITS, DÉMOCRATIE,**

### **TOUT EST À RECONQUÉRIR !**

Cette remise en cause des droits a culminé sous le gouvernement Hollande-Valls avec la loi « El Khomri », rejetée par des millions de grévistes soutenus majoritairement par la population, et qui a entamé la destruction du Code du travail.

Les plus de 16 millions d'abstentions, bulletins blancs ou nuls du 7 mai indiquent clairement que seule la division a permis l'élection de Macron. Or, cet artisan déterminé de la loi El Khomri, adepte du viol de la démocratie par l'utilisation de l'article 49-3, s'est engagé à l'aggraver encore davantage, afin de pouvoir imposer aux chômeurs n'importe quel emploi, quitte à perdre 25 % de leur salaire initial !

De plus en plus loin et de plus en plus fort contre la masse du peuple, au profit de la seule grande finance dont il est le fidèle serviteur, Macron s'est engagé à en finir avec notre système de retraite par répartition, un système qui a pu dès sa création

assurer une retraite décente à nos anciens, alors que la France était ruinée au sortir de la seconde guerre mondiale !

Un système de retraite qui est le seul qui ne risque jamais de tomber en faillite alors même qu'il assure, lui et lui seul, la solidarité entre les générations !

Nous sommes arrivés à un stade où la baisse du prix d'achat de la force de travail exigée par le Capitalisme est devenue tellement inacceptable pour les salariés qu'elle ne peut plus leur être imposée par des moyens « démocratiques ». Voilà pourquoi Macron a promis aux capitalistes de gouverner autoritairement dès cet été, sans même consulter le Parlement, en utilisant la voie anti-démocratique des ordonnances.

## **MACRON, C'EST HOLLANDE EN PIRE, SARKOZY EN PIRE, EL KHOMRI EN PIRE !**

**Mais, ni vaincue ni résigné, la population laborieuse préservera et reconstruira ses organisations pour pouvoir reconquérir ses droits ...**

## **MA CANDIDATURE VA DANS CE SENS : PROMOUVOIR LA NECESSITÉ, AUJOURD'HUI COMME HIER, DE LA CONSTRUCTION D'UN AUTHENTIQUE PARTI OUVRIER !**

### **POUR UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DE L'IMMENSE MAJORITÉ DE LA POPULATION**

L'issue viendra d'un gouvernement qui, pour se donner les moyens de satisfaire les besoins vitaux de l'immense majorité, renationalisera les banques, rétablira les monopoles d'Etat des chemins de fer, du gaz, de l'électricité, de la Poste. Un gouvernement ouvrier qui interdira les licenciements, relancera l'emploi industriel, rouvrira les hôpitaux, maternités, bureaux de poste, écoles et autres services publics supprimés ou déstabilisés depuis 30 ans. Un gouvernement qui osera rétablir la Sécurité sociale de 1945, et abolir toutes les contre-réformes : pacte de responsabilité, loi El Khomri, loi Touraine, loi NOTRe, loi de refondation de l'école.

Bref, un gouvernement ouvrier qui aura le courage de confisquer les centaines de milliards de cadeaux faits aux patrons, de stopper la guerre et le remboursement de la dette, qui sera déclarée illégitime. Un gouvernement qui affectera cet argent à un plan de développement de l'emploi, des services publics et de défense de la population.

### **POUR SURMONTER LA CRISE, IL CONVOQUERA UNE ASSEMBLÉE CONSTITUANTE, SOUVERAINE ET COMPOSÉE DE DÉLÉGUÉS ÉLUS CE GOUVERNEMENT RENDRA LA PAROLE AU PEUPLE !**

Les délégués à la Constituante seront mandatés, ils seront révocables, leur salaire ne pourra pas dépasser celui d'un ouvrier qualifié.

**SEULE UNE TELLE ASSEMBLÉE, PORTEUSE QU'ELLE SERA DE LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE DE NOTRE PAYS,  
AURA L'AUTORITÉ NÉCESSAIRE POUR LIQUIDER LA 5<sup>ème</sup> RÉPUBLIQUE, ROMPRE AVEC L'UNION EUROPÉENNE,  
ET ÉTABLIR UN RÉGIME RÉELLEMENT DÉMOCRATIQUE ET ALLER VERS L'UNION LIBRE DE TOUS LES PEUPLES D'EUROPE.**

### **PREMIÈRES MESURES D'URGENCE D'UN GOUVERNEMENT OUVRIER**

► Un gouvernement ouvrier abrogera la loi « NOTRe » pour restaurer la libre administration des communes. Pour stopper leur pillage, prétendument justifié par le déficit de l'Etat, il dénoncera le traité de Maastricht qui, à la suite de la loi Balladur, a contraint l'Etat à creuser ce fameux déficit pour gaver les banquiers depuis 1973 : la dette accumulée depuis cette date sera déclarée illégitime et son remboursement sera stoppé. Ce gouvernement reprendra le contrôle de la création monétaire, nationalisera les banques et leur fera accorder des prêts sans intérêt aux communes et aux départements, pour relancer la construction de logements sociaux, relancer la consommation, financer l'agriculture paysanne, réaliser un plan de développement au service de l'immense majorité de la population !

► Ce gouvernement retirera les troupes militaires françaises impliquées partout dans le monde dans des guerres jetant sur les routes, souvent vers la mort, parfois dans les bras des fondamentalistes religieux, des millions d'êtres humains. Il baissera sensiblement le budget militaire en déclarant la fin des opérations militaires extérieures

► Il utilisera les milliards versés aux patrons, aux banques et à la guerre pour restaurer le droit à la santé et financer les hôpitaux, le droit aux études, l'accès à la culture.

► Il rétablira le code du travail, abrogera la loi El Khomri et interdira les licenciements et les délocalisations, au lieu de les financer.

► Il établira dans les faits l'égalité des droits pour tous, quelque soit le sexe, l'âge, le handicap. Il rétablira la Sécurité sociale de 1945, fondée sur le seul salaire différé, qui seule peut garantir les travailleurs et leur famille contre les risques et aléas de toutes natures. Il abrogera les contre-réformes qui, de Balladur à Hollande, ont remis en cause les régimes de retraite. Il abrogera la loi Touraine qui détruit l'hôpital public. Il en finira avec la ruine planifiée de l'école publique et laïque par l'abandon de la désastreuse réforme des rythmes scolaires et de celle du collège, bref, il en finira avec la mise en place d'une école territoriale en lieu et place d'une école Republicaine, il commencera la reconquête d'une école qui instruit. Il rétablira le monopole public de la SNCF, de La Poste, d'EDF-GDF contre les fermetures de bureaux de poste, contre la dégradation du réseau ferroviaire, pour distribuer l'énergie à tous au moindre coût.

► Parce que l'emploi de centaines de milliers de salariés en dépend, il renationalisera les entreprises qui ont été privatisées.

**Prendre contact :**  
[poid01@laposte.net](mailto:poid01@laposte.net)

**VOILÀ POURQUOI, POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER,  
POUR LA DÉMOCRATIE, POUR LA RÉPUBLIQUE, POUR LE SOCIALISME,  
NOUS SOMMES ENGAGÉS DANS LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER.  
Rejoignez-nous, consultez notre site Internet**

<https://poid01.com/>

**PARTI  
OUVRIER**  
INDÉPENDANT  
DÉMOCRATIQUE

34, rue Villiers-de-L'Isle-Adam - 75020 Paris  
[poidemocratique@orange.fr](mailto:poidemocratique@orange.fr)